

Vous ne parvenez pas à visualiser correctement cet e-mail ? [cliquez ici](#)

**FONDATION ROBERT
SCHUMAN**

Le Centre de recherches et d'études sur l'Europe

La Lettre

Lundi 17 décembre 2018

numéro 829

La Lettre format PDF

La Fondation sur  et 

L'application de la Fondation disponible sur [Appstore](#) et [Google Play](#)

— Je soutiens la Fondation Robert Schuman —

Toute l'équipe de La Lettre vous souhaite un très Joyeux Noël et d'heureuses fêtes de fin d'année. Elle vous remercie de votre fidélité et vous donne rendez-vous le 14 janvier 2019.

Il est temps de construire une politique européenne d'immigration et d'asile pour l'avenir

Auteur : Dimitris Avramopoulos



[Lire la suite](#)

A l'ère de la mobilité humaine, l'Union européenne doit s'efforcer de gérer la question migratoire à l'échelle mondiale en réduisant les migrations irrégulières et en permettant une migration sûre et ordonnée. Elle doit achever l'architecture de la stratégie élaborée avec la crise de 2015. Selon Dimitris Avramopoulos, commissaire européen, il y a urgence à définir une politique d'immigration et d'asile commune pour l'avenir et à ériger un mur contre les forces populistes et nationalistes.

Sommaire

Fondation : Don/Soutien - Elections/UE - Conférence/Sarrebrück - Atlas/UE **Conseil européen** : Sommet/Euro - Conclusions **Commission** : Sécurité **Parlement** : Japon - Défense - Numérique - Avenir/UE - Prix Sakharov - Budget 2019 - Lutte/Terrorisme **Conseil** : Cybersécurité - Ukraine - Avenir/UE - Monténégro/Serbie - Pêche **Diplomatie** : Egypte - Kirghizistan **Cour de Justice** : BCE **BCE** : Fin/QE **France** : Budget **Irlande** : Avortement **Italie** : Budget **Royaume-Uni** : Brexit **Suède** : Premier ministre? **Suisse** : Bourse **Conseil de l'Europe** : Italie **ONU** : COP 24 **Eurostat** : Inflation - Social - Commerce **Etudes/Rapports** : Téléphone - Femmes/Numérique - Antisémitisme - Armement **Culture** : Expo/Paris - Expo/Prague - Expo/Turin - Expo/Finlande - Expo/Liège

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Fondation :

Soutenez la Fondation Robert Schuman



A 6 mois des élections européennes de mai 2019 et du renouvellement des institutions, l'Europe est plus que jamais d'actualité. Soutenir la Fondation Robert Schuman, c'est lui permettre de remplir sa mission de promotion des idéaux européens, d'être une force de propositions et un vecteur de l'influence française en Europe. Pour cela, nous avons besoin de vous ! En soutenant la Fondation avant le 31 décembre, vous pourrez réduire votre impôt 2018... [Lire la suite](#)

Elections européennes : un site pour tout comprendre

Du 23 au 26 mai 2019, plus de 300 millions d'Européens seront appelés à choisir leurs députés européens pour les cinq prochaines années.



Comme lors des précédentes élections, en 2014, la Fondation Robert Schuman lance un site internet dédié pour mieux comprendre le scrutin et pour suivre la campagne dans tous les Etats membres... [Lire la suite](#)

Vers un code européen du droit des affaires



Le gouvernement de la Sarre organise le 21 décembre à Sarrebrück une conférence sur le projet de Code européen des affaires, avec la participation du ministre allemand des Finances Olaf Scholz et du gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau. Ce projet de code est soutenu par la Fondation... [Lire la suite](#)

"L'Atlas permanent de l'Union européenne" disponible en version papier et numérique



Dans la perspective des prochaines élections européennes, la Fondation Robert Schuman a publié une nouvelle édition de "l'Atlas permanent de l'Union européenne" qui propose une vue complète de l'Union, de la zone euro et de chacun de ses États membres et permet à chaque lecteur de disposer à tout moment de l'information politique et statistique la plus récente et la plus objective. Disponible en version papier sur le site de la Fondation ou en librairie, ainsi qu'en en version numérique, c'est une idée de cadeau pour Noël... [Lire la suite](#)

Conseil européen :

Déclaration du Sommet de la zone euro



Lors du Sommet de la zone euro, le 14 décembre à Bruxelles, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement ont examiné le rapport de l'Eurogroupe concernant l'approfondissement de l'Union économique et monétaire. Ils ont approuvé les règles du filet de sécurité commun au Fonds de résolution unique, qui sera opérationnel d'ici à 2020 si les risques sont suffisamment réduits. Ils ont demandé à l'Eurogroupe de préparer la mise en oeuvre de la réforme du Mécanisme européen de stabilité (MES) d'ici à juin 2019, et de travailler sur la conception et les modalités de mise en oeuvre d'un budget de la zone euro. Ils ont souhaité aussi l'achèvement des travaux sur l'union bancaire et l'union des capitaux... [Lire la suite](#)

Conclusions du Conseil européen



Réunis à Bruxelles les 13 et 14 décembre, les chefs d'Etat et de gouvernement ont demandé la poursuite des travaux concernant le prochain cadre financier pluriannuel en vue d'un accord à l'automne 2019. Ils sont "préoccupés" par l'escalade des violences en Ukraine et ont renouvelé les sanctions contre la Russie. A 27, ils ont affirmé que l'accord de retrait conclu avec le Royaume-Uni ne pouvait pas être renégocié, et ont rappelé que la solution irlandaise serait un dernier recours faute d'un autre arrangement. Ils ont souhaité l'achèvement rapide du marché unique et l'adoption des propositions de la Commission concernant la lutte contre la désinformation. Ils ont aussi examiné la mise en oeuvre de la politique migratoire. Ils ont discuté du résultat des conventions citoyennes, qu'ils inscrivent dans la préparation du prochain programme stratégique... [Lire la suite](#)

Commission :

Point d'étape sur l'Union de la sécurité



Le 11 décembre, la Commission a rendu compte des progrès accomplis dans la construction d'une Union de la sécurité réelle et effective depuis le Conseil européen d'octobre dernier. Elle a rappelé les avancées positives sur plusieurs propositions, notamment le renforcement de Frontex ou la suppression de contenus terroristes en ligne, mais a souhaité que le Parlement et le Conseil trouvent rapidement un accord sur des dossiers urgents tels que l'interopérabilité des systèmes d'informations. La Commission a demandé aux Etats membres de mettre en oeuvre rapidement les mesures adoptées et a insisté sur la nécessité de renforcer la résilience de l'Union... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Parlement :

Ratification de l'accord commercial UE-Japon



Les députés européens ont approuvé par 474 voix, contre 152 et 40 abstentions, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon, le plus important accord commercial bilatéral de l'Union. L'accord supprime la plupart des droits de douanes des produits européens exportés vers le Japon. Il protège certaines indications géographiques. Il libéralise aussi les appels d'offres japonais dans certains domaines tels que le commerce en ligne, les services postaux ou ferroviaires. Il intègre des dispositions de protection des travailleurs et de l'environnement. Le Japon a déjà ratifié l'accord. Ils ont également approuvé l'accord de partenariat stratégique par 535 voix contre 84 et 45 abstentions. Le Conseil doit encore l'approuver avant son entrée en vigueur le 1er février 2019... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Vote sur le Fonds européen de la défense



Le 12 décembre, les députés européens ont voté les amendements, en première lecture, concernant la proposition de règlement établissant un Fonds européen de la défense. Ce dernier doit, par le financement de projets européens, encourager la coopération en matière de défense, améliorer l'interopérabilité des équipements militaires des Etats membres et renforcer l'autonomie stratégique de l'Union... [Lire la suite](#)

Vote sur le programme pour une Europe numérique pour 2021-2027



Les députés européens ont voté le 13 décembre les amendements, en première lecture, concernant la proposition de règlement établissant le programme pour une Europe numérique pour 2021-2027. Ce programme sera lancé en 2021 pour accompagner la transformation numérique des sociétés et des économies européennes. Le programme pour une Europe numérique financera des projets dans des domaines liés au numérique... [Lire la suite](#)

Le Président chypriote débat de l'avenir de l'Europe



Le président chypriote Nicos Anastasiades était au Parlement européen, à Strasbourg, le 12 décembre, pour prononcer un discours dans le cadre du Débat sur l'avenir de l'Europe. Il a insisté sur la nécessité de faire face "collectivement" aux phénomènes déstabilisants tels que le Brexit, le terrorisme, les migrations, les nationalismes et les populismes. Il a déclaré que Chypre reste toujours un fervent partisan de la coopération structurée permanente (CSP) et s'est montré favorable à "l'indépendance militaire de l'Europe [et à] la création d'une armée européenne". Il a rappelé l'importance du soutien de l'UE en ce qui concerne "l'exercice de droits souverains d'exploration et d'exploitation de ressources naturelles" dans la zone économique exclusive chypriote... [Lire la suite](#)

Remise du Prix Sakharov



Lors d'une cérémonie organisée au Parlement européen le 12 décembre, le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit a été remis au cinéaste et prisonnier politique Oleg Sentsov. Ce dernier n'était pas présent : il est toujours emprisonné en Sibérie. Sa cousine Natalya Kaplan et son avocat Dmitriy Dinze étaient là pour le représenter... [Lire la suite](#)

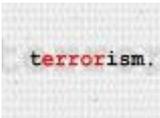
Approbation du budget 2019



Le 12 décembre, les députés européens ont approuvé le budget de l'Union européenne pour l'exercice 2019. Le 11 décembre, le Conseil l'a approuvé aussi. L'accord prévoit 165,8 milliards € d'engagements (+3,17% par rapport à 2018) et 148,2 milliards € de paiement (+2,37%). L'accent est mis sur l'emploi et la croissance, la jeunesse, la sécurité et la migration... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Nouvelles mesures pour faire face à la menace du terrorisme



Le 12 décembre, les députés européens ont adopté les recommandations pour une nouvelle stratégie de l'Union visant à prévenir la radicalisation, améliorer l'échange d'informations et à soutenir les victimes du terrorisme. Ils recommandent de renforcer le rôle des agences européennes telles qu'Europol et l'agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle... [Lire la suite](#)

suite

Conseil :

Accord pour renforcer la cybersécurité



Le 10 décembre, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord concernant plusieurs mesures visant à améliorer la cybersécurité. Elles introduisent le premier système européen de certification de cybersécurité afin de garantir des normes pour les produits et les services commercialisés dans l'Union européenne. L'Agence pour la cybersécurité (ENISA) aura des pouvoirs renforcés, notamment pour répondre en cas de cyberattaques majeures... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil d'association UE-Ukraine



L'Union européenne et l'Ukraine ont tenu la cinquième session du Conseil d'association le 17 décembre à Bruxelles, un an après l'entrée en vigueur de l'accord d'association UE-Ukraine. L'Union européenne est préoccupée par l'escalade dans le détroit de Kertch et la mer d'Azov, par la violation par la Russie du droit international, ainsi que par la poursuite de la militarisation dans la région.. [Lire la suite](#)

Conclusions du Conseil Affaires Générales



Le 11 décembre, les ministres ont tenu un débat sur le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) pour 2021-2027. Ils ont finalisé les préparatifs du Conseil européen des 13 et 14 décembre. Ils ont tenu une audience au titre de l'article 7 concernant l'Etat de droit en Pologne et discuté, dans le même cadre, de la situation en Hongrie. Les ministres ont aussi approuvé le programme du Conseil pour la période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2020... [Lire la suite](#)

Ouverture de chapitres d'adhésion pour le Monténégro et la Serbie



Le 10 décembre, la 12ème réunion de la conférence d'adhésion avec le Monténégro a eu lieu pour ouvrir un 32ème chapitre de négociation, concernant l'environnement et le changement climatique. 3 sont déjà fermés à titre provisoire. Le même jour a eu lieu la 9ème réunion de la conférence d'adhésion avec la Serbie pour ouvrir les 15ème et 16ème chapitres de négociation sur la Politique économique et monétaire et sur les statistiques. 2 chapitres sont déjà fermés à titre provisoire pour la Serbie... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Limites de captures applicables à la pêche en mer Noire pour 2019



Les ministres de l'Agriculture et de la Pêche ont adopté le 17 décembre un règlement établissant les limites de captures applicables en 2019 en ce qui concerne les stocks halieutiques de la mer Noire... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Rapport sur la coopération UE-Egypte



Le rapport sur le partenariat entre l'Union et l'Égypte entre juin 2017 et mai 2018, publié le 10 décembre par le Service d'action extérieure de l'UE, souligne la réalisation des objectifs fixés dans les priorités 2017-2020, adoptées lors du Conseil d'association de juillet 2017, à travers des dialogues politiques réguliers et des visites bilatérales. Le rapport met en évidence le rôle d'acteur régional de l'Égypte, notamment dans la perspective de sa présidence de l'Union africaine l'année prochaine. Il montre tout de même des défis persistants tels que l'Etat de droit et les libertés fondamentales... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil de coopération UE-Kirghizistan



Lors du Conseil de coopération du 10 décembre, l'Union européenne et le Kirghizistan ont discuté de l'évolution de leurs relations, notamment dans le cadre des négociations de l'accord de partenariat et de coopération renforcée. Ils ont aussi échangé sur le renforcement de l'Etat de droit, la réforme judiciaire et électorale, et les droits fondamentaux. Ils ont débattu du rôle régional du Kirghizistan, en particulier avec la

restauration des sites d'uranium hérités de l'ère soviétique... [Lire la suite](#)

Cour de Justice :

Le rachat de dette par la BCE est conforme à son mandat



Le 11 décembre, la Cour de Justice a estimé que le programme de la Banque centrale européenne (BCE) d'acquisition d'obligations souveraines (dette publique) par les Banques centrales nationales sur le marché secondaire n'enfreignait pas le droit de l'Union. Il avait été mis en place en 2015 pour stimuler l'inflation. La Cour a jugé que la BCE n'avait pas outrepassé son mandat et qu'elle ne violait pas l'interdiction de financement monétaire : le programme relève de la politique monétaire, compétence exclusive de l'UE et n'empêche pas les États de conduire une politique budgétaire saine. La Cour souligne aussi qu'un autre programme plus limité dans le volume ou la durée aurait été certainement moins efficace et moins rapide pour ramener l'inflation à un taux proche de 2%... [Lire la suite](#)

BCE :

Fin du programme de rachat de dette



Le 13 décembre, la Banque centrale européenne a confirmé que son programme d'achats de titres sur les marchés, appelé "quantitative easing" (QE), mis en œuvre pour soutenir l'économie et l'inflation depuis 2015, prendra fin le 19 décembre. Elle continuera à réinvestir les intérêts des titres arrivés à échéance "pendant une période prolongée au-delà de la première hausse de taux". Elle a maintenu ses taux directeurs au même niveau, pour l'instant jamais augmenté depuis 2011... [Lire la suite](#)

France :

Les mesures pour le pouvoir d'achat pourraient accroître le déficit



Le Premier ministre français Edouard Philippe a détaillé le 12 décembre les mesures annoncées le 10 par le Président Emmanuel Macron, dans le cadre de "l'état d'urgence économique et social" pour que chacun puisse vivre mieux de son travail. D'un coût estimé à 10 milliards €, la Commission dit suivre avec attention l'impact des mesures sur les comptes publics et livrera son évaluation au printemps 2019... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Irlande :

Adoption de la loi sur l'avortement



Le 13 décembre le Parlement irlandais a adopté la loi légalisant l'avortement. Le texte qui prévoit d'autoriser l'IVG sans conditions jusqu'à 12 semaines, ou en cas de "risque pour la vie" ou de "grave danger pour la santé" de la femme enceinte, avait commencé à être examiné par le Parlement en octobre dernier après un référendum en mai, lors duquel 66 % des électeurs avaient soutenu le droit à l'avortement. La loi doit maintenant être signée par le Président... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Italie :

Le gouvernement accepte de revoir son objectif de déficit



Suite à un entretien, le 12 décembre, avec le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, le président du Conseil italien, Giuseppe Conte, a accepté de diminuer l'objectif de déficit public prévu pour 2019 à 2,04% du PIB contre 2,4% dans le précédent budget afin d'éviter l'ouverture d'une procédure pour déficit excessif. Le revenu de citoyenneté et la réforme des retraites sous réserve de quelques modifications sont maintenus. L'Italie estime sa proposition solide au regard du déficit français pour 2019 annoncé à 3,5% du PIB et demande à la Commission de veiller à un traitement équitable des pays. Celle-ci étudiera la proposition italienne dans les prochains jours... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni :

Le vote sur l'accord de retrait reporté en janvier



La Première ministre britannique Theresa May a remporté, le 12 décembre, le vote de défiance initié par le groupe conservateur à la chambre des Communes par 200 voix contre 117. Pour convaincre ses

députés, elle s'est dite prête à quitter ses fonctions avant les élections législatives en 2022. Mais en l'absence de majorité pour ratifier l'accord de retrait du pays avec l'Union européenne, elle a dû repousser le vote prévu aux Communes le 11 décembre, qui devra se tenir au plus tard le 21 janvier. Lors du Conseil européen à Bruxelles, elle n'a obtenu aucune concession sur la question de la frontière irlandaise... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Suède :

Stefan Löfven de nouveau refusé par le Parlement



Le Parlement suédois a rejeté le 14 décembre, par 200 voix contre 116, la proposition du Président du Parlement de désigner Stefan Löfven (SAP), Premier ministre sortant, pour un nouveau mandat. C'est la seconde fois depuis les élections du 9 septembre que cela lui est refusé par les députés. Le Président du Parlement va reprendre des pourparlers avec les chefs des partis, et notamment le leader du parti modéré (M), Ulf Kristersson. En cas de deux nouveaux rejets, de nouvelles élections devront être organisées... [Lire la suite](#)

Suisse :

La Commission propose de prolonger de 6 mois l'équivalence boursière



La Commission a proposé le 17 décembre de proroger de six mois la reconnaissance de l'équivalence des marchés boursiers suisses. Cette décision doit permettre à la Suisse de mener à bien sa consultation interne jusqu'au printemps 2019 concernant l'accord-cadre institutionnel entre l'Union européenne et la Suisse. L'équivalence n'avait été accordée que pour une année, dans l'attente de la conclusion de l'accord-cadre, en négociation depuis 2014... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Rapport sur la corruption en Italie



Dans un rapport publié le 13 décembre, le Groupe d'Etats contre la corruption du Conseil de l'Europe (GRECO) a conclu que l'Italie a progressé dans la prévention de la corruption dans le système judiciaire, en mettant en oeuvre de manière satisfaisante 3 des 12 recommandations. Le GRECO a insisté sur le parcours restant, notamment dans la mise en oeuvre des recommandations concernant la prévention de la corruption des parlementaires... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

ONU :

Déclaration finale de la COP 24



Le 15 décembre, à l'issue de deux semaines de concertations, une déclaration finale a été établie entre les 196 États participant à la 24ème Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 24). Celle-ci doit servir de cadre à la mise en oeuvre de l'accord de Paris signé en 2015. Elle a fait l'objet de nombreuses discussions notamment sur le sujet de la transparence des actions menées par les États... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Eurostat :

Le taux d'inflation annuel en baisse dans la zone euro



Dans la zone euro, le taux d'inflation annuel s'est établi à 1,9% en novembre 2018 - contre 2,2% en octobre - selon les dernières données publiées par Eurostat le 17 décembre. Il est à 2% pour l'Union, contre 2,2% en octobre. Les taux annuels les plus faibles ont été observés au Danemark (0,7%), en Irlande (0,8%) et au Portugal (0,9%) tandis que les plus forts ont été enregistrés en Estonie, en Hongrie et en Roumanie (3,2%)... [Lire la suite](#)

Rapport sur le niveau des prestations sociales



En 2016, les dépenses de protection sociale dans l'Union européenne se sont établies à 28,2% du PIB, en baisse de 0,2 point par rapport à 2015, selon les données publiées par Eurostat le 12 décembre. Les deux principales sources de financement étaient les cotisations sociales et les impôts avec respectivement 55% et 40% des recettes totales. La France (34%), la Finlande et le Danemark (32%) sont en tête du classement, tandis que les taux les plus faibles ont été observés en Roumanie, Lettonie et Lituanie (15%). Les pensions

de survie et de vieillesse représentaient 46% des prestations sociales en 2016, les prestations de maladie et d'invalidité 37% et les prestations familiales, liées au logement et au chômage 18%... [Lire la suite](#)

Balance commerciale des biens



Selon les dernières estimations d'Eurostat publiées le 17 décembre, la zone euro a enregistré en octobre 2018 un excédent de 14 milliards € de sa balance commerciale, contre +17,8 milliards € en octobre 2017. L'Union européenne présente un déficit de 7,7 milliards € contre -1,8 milliard € en octobre 2017... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

La fin des frais d'itinérance a des effets positifs



Selon un rapport intérimaire publié par la Commission le 14 décembre, les appels et l'utilisation des données mobiles par les Européens voyageant dans l'UE a considérablement augmenté depuis la fin des frais d'itinérance en juin 2017. Les appels ont doublé et l'utilisation des données a été multipliée par 5. Le rapport souligne que la fin des frais d'itinérance a contribué à étendre la couverture 4G en Europe. La Commission publiera le rapport complet des conséquences de cette réglementation en décembre 2019... [Lire la suite](#)

Inégalités dans la participation des femmes à l'économie numérique



La première édition du tableau de bord annuel "Femmes dans le numérique" ("Women in Digital"), publiée par la Commission le 10 décembre pour évaluer la participation des femmes dans l'économie numérique sur la base de 13 indicateurs, montre que 17% des emplois liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) sont occupés par des femmes alors qu'elles représentent 52% de la population européenne. Elles gagnent en moyenne presque 20% de moins que les hommes. Les meilleurs élèves européens, pour la plupart aussi en tête de la compétitivité numérique, sont la Finlande, la Suède et Luxembourg tandis que la Bulgarie, la Roumanie et la Grèce ont les scores les plus bas... [Lire la suite](#)

L'antisémitisme persiste dans l'Union



Selon le rapport de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) sur la discrimination et les crimes de haine à l'égard des personnes juives publié le 10 décembre, un antisémitisme persiste. Environ 90% estiment que l'antisémitisme est en expansion dans leur pays et la même proportion pense que ceci est problématique en ligne. Près de 30% des personnes interrogées ont été harcelées au cours de l'année passée et 80% ne rapportent pas les incidents graves aux autorités compétentes car elles pensent que cela ne changerait rien. L'Agence a demandé aux Etats membres de prendre des mesures d'urgence et immédiates, en coopération avec les parties prenantes... [Lire la suite](#)

Rapport sur les industries d'armement



Selon le dernier rapport sur l'industrie d'armement mondiale publié par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) le 10 décembre, les ventes globales d'armes et de services à caractère militaire s'élèvent à 398,2 milliards \$ en 2017, supérieures de 2,5% à celles de 2016, ce qui représente une augmentation de 44% depuis 2002. Les entreprises américaines dominent le TOP 100 des producteurs d'armes, avec 57% du total des ventes d'armes, suivies par les entreprises russes avec 9,5%. En Europe, le Royaume-Uni demeure le principal producteur d'armes, avec 7 entreprises dans le TOP 100 devant la France... [Lire la suite](#)

Culture :

Fernand Khnopff au Petit Palais



Le Petit Palais à Paris consacre une rétrospective à l'artiste belge Fernand Khnopff (1858-1921). Ses toiles, gravures et sculptures souvent oniriques et symboliques font rarement l'objet d'expositions en France. Elles sont visibles jusqu'au 17 mars 2019... [Lire la suite](#)

L'âge d'or de Prague



Le musée de la ville de Prague consacre une exposition jusqu'au 31 mars 2019 à l'âge d'or de Prague, son essor urbain, architectural et technique exceptionnel qui l'a fait passer, à la fin du XIXe siècle, du stade de ville de province de l'Empire austro-hongrois à celui de métropole... [Lire la suite](#)

Dames royales à Turin



Du 20 décembre 2018 au 6 mai 2019, le palais Madame à Turin accueille une exposition sur la vie de deux femmes qui eurent une grande influence sur le développement de la société et de la culture artistique en Savoie entre 1600 et 1700, Christine de France (1606-1663) et Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie-Nemours (1644-1724)... [Lire la suite](#)

L'univers des Moomins en glace



L'Hotel "Sport & Spa Hotel Vesileppis" de la ville finlandaise Leppävirta accueille la première exposition de sculptures de glace du monde dans une cave de 30 mètres de profondeur, à partir du 26 décembre. Des sculpteurs de glace renommés ont créé une ville de Moomins (personnages en forme de trolls dessinés par Tove Jansson) mis en scène avec des paysages de lumières et sonores... [Lire la suite](#)

Collection des Beaux-Arts de Liège



Le musée des Beaux-Arts de Liège exposera une collection inédite de plus de 150 peintures et sculptures des maîtres internationaux et belges de la Renaissance jusqu'aux mouvements d'avant-garde, du 21 décembre 2018 au 18 août 2019. L'exposition "Liège. Chefs-d'œuvre" vise à établir un dialogue entre les époques et les mouvements formels... [Lire la suite](#)

L'Agenda :

17
Déc.
17 décembre
Bruxelles
Conseil d'association UE-Ukraine
Conseil de stabilisation et d'association UE-Kosovo

17
Déc.
17 et 18 décembre
Bruxelles
Conseil "Agriculture et Pêche"

18
Déc.
18 décembre
Bruxelles
Conseil de stabilisation et d'association UE-Serbie

19
Déc.
19 décembre
Bruxelles
Conseil "Énergie"

20
Déc.
20 décembre
Bruxelles
Conseil "Environnement"
Conseil d'association UE-Égypte

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



Les rédacteurs de la Lettre :

Thomas de Robiano, Helen Levy ;
Victoire Bortoli, Chloé Hellot, Natasha Hroneska, Sophie van der Heijden

Rédacteur en chef : Eric Maurice
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)